

connaît en Saskatchewan que le rapport reflète fidèlement le monde réel en ce qui concerne les problèmes de l'agriculture et de la dette agricole. Aussi je ne ferais que répéter la même chose. Autrement dit, je veux souscrire aux propos du sénateur Barootes.

Je dois dire, cependant, que l'honorable sénateur a omis de parler de deux ou trois sujets sur lesquels je devrais peut-être attirer l'attention du Sénat. Le sénateur Barootes a parlé de l'amélioration de la situation de la dette agricole. Une des choses qu'il aurait dû mentionner après avoir dit qu'on enregistre une certaine amélioration, bien que je crois qu'il en a parlé un peu plus tard, est le fait que la plupart des améliorations sont dues à des radiations et à une restructuration. Autrement dit, les agriculteurs n'ont pas eu la possibilité de rembourser cette dette aussi les améliorations enregistrées sont dues au fait que les créanciers, quels qu'il soient, ont radié les dettes. C'est exactement ce que le comité a entendu.

Comme je l'ai dit, cela ne sert à rien de revenir sur ces questions, mais j'éprouve de graves inquiétudes à propos de ce qui va se passer en 1990 et par la suite. J'ai assisté à la grande conférence tenue ici au milieu de décembre quand le ministre de l'Agriculture a publié son livre vert intitulé «Les partenaires dans la croissance». Je tiens à dire que les propositions contenues dans le document en question n'équivalaient pratiquement à rien. Le sénateur Barootes a déclaré, à l'instar du ministre lui-même, l'honorable Don Mazankowski, devant la conférence, que tout était à négocier et que nous étions là pour en discuter. C'est un peu comme si le gouvernement ne pouvait se faire une idée positive sur les moyens qu'il entend prendre, afin de résoudre les problèmes en question. Le ministre n'a présenté aucune proposition. Le sénateur Barootes reconnaît, j'en suis persuadé, qu'il n'a pas déclaré qu'il s'agissait d'une idée du gouvernement et que c'était là la position du gouvernement et ce qu'il entendait faire. Il s'est contenté d'affirmer que tout était à discuter. Quelle façon merveilleuse de gouverner un pays!

Je sais que le ministre des Finances a certaines difficultés à financer le déficit. Selon moi, le gouvernement est à la source de la plupart des problèmes, car il s'en tient à des orientations conservatrices. Je crois également que le gouvernement se défile. Gouverner le pays signifie s'occuper du pays, utiliser les ressources de tout le pays afin d'aider les secteurs économiques, les régions et le reste qui éprouvent de graves difficultés. À l'heure actuelle, des problèmes se posent dans les Prairies, dans le secteur de la pêche dans les provinces de l'Atlantique et à l'Île-du-Prince-Édouard, à la suite des fermetures effectuées par le plus gros employeur de cette petite province. Les Canadiens devraient s'entraider et se porter au secours des diverses régions lorsqu'elles font face à des difficultés. C'est là le rôle du gouvernement du pays.

Or, le gouvernement se dérobe à ses responsabilités et déclare qu'il ne va plus jouer son rôle traditionnel, qu'il va y avoir au Canada une économie de marché et que ce sera tant pis pour ceux qui ne peuvent survivre sur ce marché, même si les États-Unis et l'Europe se livrent une guerre financière en utilisant leurs trésors respectifs, afin de faire chuter les prix, comme le sénateur Barootes l'a signalé à juste titre. Le gouvernement n'administre pas le pays; il n'assume pas ses responsabilités.

J'ai siégé au gouvernement assez longtemps pour apprendre que certaines décisions sont difficiles et pour apprendre également dans quelles circonstances, sous quelles conditions, et dans quelle mesure, on peut apporter de l'aide. Cependant, lorsqu'on voit des gens placés dans une situation désespérée qui risquent de perdre leur gagne-pain, leur base économique et leur localité à cause de la sécheresse, des faibles prix, dans le cas des agriculteurs, et de l'absence de poisson pour ce qui est des localités comme Canso et d'autres, il incombe alors au gouvernement fédéral d'intervenir, d'élaborer des programmes et de prendre d'autres initiatives permettant d'aider les intéressés à surmonter les difficultés en question. Dans un pays aussi grand que le nôtre, la redistribution des ressources est, à l'instar de quelques autres choses comme la défense et le reste, une des principales responsabilités du gouvernement fédéral.

Ainsi, si le gouvernement se défile en cette période difficile, les Canadiens s'en rappelleront. Je comprends que les conservateurs croient maintenant qu'ils sont dans une situation terrible, qu'ils perdront tous leurs sièges dans la région de l'Atlantique à moins que le poisson ne revienne. Or, à voir la façon dont ils s'occupent de toute cette affaire à l'heure actuelle, un retour est improbable. Tous les programmes mentionnés par le sénateur Barootes qui ont été mis en œuvre, afin d'aider les céréaliers des Prairies étaient excellents. Je n'ai rien à reprocher au gouvernement à ce sujet. Cependant, je tiens à dire que les programmes de financement qui ont été utilisés existaient dans une large mesure avant que les conservateurs n'arrivent au pouvoir en 1984.

Le sénateur Barootes: Quels programmes?

Le sénateur Olson: Le Programme d'assurance-récolte, le Fonds de stabilisation concernant les grains de l'Ouest, pour n'en nommer que deux. Le gouvernement a détruit ces programmes et a dépensé tous les fonds qui s'y trouvaient. Tous ces programmes étaient en place et prêts à fonctionner. Je sais que le gouvernement y a affecté plus d'argent pendant un an ou deux, mais il a maintenant reculé jusqu'au point où il ne reste rien. Aucun paiement, pas un sou, ne sera versé en vertu du Fonds de stabilisation concernant les grains de l'Ouest cette année, bien que toutes les conditions qui ont donné lieu à ces paiements soient encore présentes.

Le ministre des Finances est en difficulté, il ne peut donc plus payer. Pourquoi? Voilà un autre échec du gouvernement.

Je voudrais que le sénateur Flynn soit présent aujourd'hui, car je sais ce qu'il répondrait à ce que je vais dire.

Le sénateur Phillips: Vous auriez dû lui dire, il serait peut-être revenu.

Le sénateur Olson: Oui, j'aurais dû l'informer des propos que j'allais tenir, car une fois il m'a rappelé que j'avais été membre du Parti Crédit Social du Canada.

Le sénateur Doody: Quoi? Pourriez-vous répéter cela?

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, pourquoi avons-nous de si grandes difficultés avec les finances du gouvernement? Pourquoi le gouvernement ne s'attaque-t-il pas au véritable problème? Le vrai problème, c'est que depuis que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, les frais du service de la dette nationale ont plus que doublé. Cela est dû en partie au fait que, depuis 1984, le gouvernement a emprunté autant